



# BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Semaine du 20 novembre 2023

*Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

## LE CHIFFRE A RETENIR

# +2,54 %

C'est la croissance enregistrée au troisième trimestre 2023 au Nigéria (en g.a.) – stable par rapport au deuxième trimestre.

## Nigéria :

Visite à Lagos du Ministre délégué Olivier Becht ;  
Adoption du MTEF&FSP 2024-2026 par le Parlement.

## Ghana :

Les échanges commerciaux du Ghana négligent le potentiel du commerce intra-africain ; Les chefs d'entreprises ghanéens plaident pour un soutien plus actif du secteur bancaire aux PME.

## Visite à Lagos du Ministre délégué Olivier Becht

Cette semaine, le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger, Olivier Becht, s'est rendu à Lagos, ville de plus en plus incontournable pour la présence française en Afrique. En effet, **le Nigéria est le premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne, représentant plus de 20 % des échanges commerciaux de la France avec cette région.**

Au cours de cette visite ministérielle, le ministre a notamment participé au sommet économique de la Chambre de commerce et d'industrie franco-nigériane, ouvert par l'homme d'affaire Hebert Wigwe, également président du Conseil d'affaires France-Nigeria créé par Emmanuel Macron en 2018. Au cours de l'événement, **plusieurs entreprises françaises ont signé des accords rendus publics.** Raedial Holdings et la Compagnie Fruitière ont signé un protocole d'accord annonçant leur projet de culture de bananes dans l'État de Cross River. Par ailleurs, FanMilk (une marque du groupe Danone) a signé un accord avec Koolboks, une start-up française implantée au Nigéria. D'autres accords ont été signés dans le domaine énergétique entre le fonds français Echosys et deux entreprises nigériennes, Rensource et Watt Renewables. Access Bank a également signé un accord avec Bpifrance.

Au cours de sa visite, Olivier Becht a pris part à l'événement de **célébration des 10 ans de la French Tech**, organisé par la French Tech Lagos à Impact Hub, un incubateur de renom. L'évènement a réuni des entrepreneurs français et nigériens, de grandes entreprises et des investisseurs. Le discours du ministre et le panel ont mis en lumière les liens croissants entre les écosystèmes tech nigérien et français, incarnés par les start-ups Koolboks, PamAfrica, Gas360 ou encore le fonds français de capital-risque Partech Africa, qui ont pris part au panel.

Le ministre s'est également entretenu avec le fondateur et président de Zenith Bank, Jim Ovia, dont l'intention est de faire de Paris la ville d'accueil du bureau « Union européenne » de la banque. L'accord signé à l'occasion illustre **l'attractivité croissante de Paris ces dernières années dans le domaine bancaire**, qui arrive à consolider sa place de premier centre financier de l'UE et à attirer plusieurs acteurs financiers majeurs. Aujourd'hui, **plus de 500 banques et institutions financières étrangères ont une présence durable à Paris.**

Retrouvez l'interview donnée par le Ministre au quotidien Business Day en suivant [ce lien](#).

## Adoption du MTEF&FSP 2024-2026 par le Parlement

[Le Parlement nigérian a adopté ce mercredi le Cadre de dépenses à moyen terme et document de stratégie fiscale \(MTEF&FSP\) 2024-](#)

[2026](#), document programmatique en matière de recettes et de dépenses publiques pour les années à venir.

Les hypothèses retenues pour l'élaboration du MTEF&FSP 2024-2026 reflètent l'optimisme de l'administration Tinubu. Le document budgétaire prévoit en 2024 une croissance de l'économie de 3,8 %, un taux de change de 700 NGN pour 1 USD, une inflation de 21,4 % en moyenne, et une production pétrolière de 1,78 mbpj.

L'adoption du MTEF&FSP 2024-2026 ouvre la voie à la présentation du budget 2024 à l'approbation du Parlement. Le document programmatique prévoit un budget en baisse en volume l'année prochaine (26 007 Md NGN, soit +19 % d'augmentation courante, un chiffre inférieur à l'inflation anticipée pour l'année 2023). Les recettes publiques totales augmenteraient quant à elles de 53,6 % en 2024, atteignant 16 959 Md NGN (22,0 Md USD), mais resteraient très faibles rapportées PIB : 7,2 %, contre 15 % en moyenne au niveau sous-régional.

Malgré la baisse des dépenses et l'augmentation des recettes, le MTEF&FSP 2024-2026 présente un déficit budgétaire de 9 048 Md NGN (11,8 Md USD) pour 2024, soit 3,8 % du PIB – supérieur au seuil de 3 % prévu par la loi sur la responsabilité budgétaire (FRA) de 2007. Le Gouvernement prévoit de financer ce déficit budgétaire de 2024 par une combinaison d'emprunts domestiques (6 041 Md NGN soit 7,9 Md USD) et extérieurs (1 768 Md NGN soit 2,3 Md USD). Les privatisations, prévues dans le programme du candidat Tinubu, devraient également contribuer au financement du déficit, à hauteur de 298 Md NGN (0,4 Md USD).

Le Gouvernement a néanmoins déclaré qu'il prévoyait de ramener le déficit sous la barre des 3 % du PIB à « moyen terme ». L'augmentation des recettes publiques pourrait être une solution viable.

## Ghana

### Les échanges commerciaux du Ghana négligent le potentiel du commerce intra-africain

[A l'occasion de la Journée Africaine de la Statistique 2023](#), le Service statistique du Ghana (GSS) a publié le rapport sur le commerce du Ghana au premier semestre 2023, avec un accent particulier sur le commerce intra-africain, soulignant son **potentiel inexploité**. Ainsi, les échanges commerciaux du Ghana avec les pays africains ne représentent que 22 % des exportations totales du pays et 9 % de ses importations. Si l'on se focalise sur la CEDEAO, seulement 9 % des exportations du Ghana étaient destinées aux 15 pays membres de la Communauté (et 2,5 % des importations en provenance de ces pays). Plus de la moitié des exportations ghanéennes sur le continent africain sont à destination de l'Afrique du Sud (55,4 %) – très majoritairement de l'or –, suivi du Burkina Faso (12,9 %) et de la Côte d'Ivoire (6,9 %). A l'inverse, les principales sources d'importations ghanéennes sont l'Afrique du Sud (20,5 %), l'Égypte (19,6 %) et le Maroc (10,7 %).

Le rapport révèle également que le Ghana enregistre une baisse de la valeur des exportations, exprimées en devises, malgré un excédent commercial de 2,4 Md GHS au premier semestre 2023 (environ 200 M USD). En en dollars américains, les exportations ont chuté de 9,2 à 8,1 Md USD, quand dans le même temps la valeur des importations passait de 9,6 à 7,9 Md USD. Le degré d'ouverture de l'économie ghanéenne a donc régressé.

## **Les chefs d'entreprises ghanéens plaident pour un soutien plus actif du secteur bancaire aux PME**

Lors de l'édition 2024 du petit-déjeuner des chefs d'entreprises organisé par le journal ghanéen Business & Financial Times, axé sur les « Perspectives économiques et commerciales 2024 des chefs d'entreprise », plusieurs PDG et dirigeants ont plaidé en faveur du soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) afin de libérer leur plein potentiel et de stimuler le processus de relance économique du pays.

Actuellement, les PME représentent plus de 90 % des entreprises du Ghana, contribuant à 60 % du PIB du pays et à 80 % de la totalité de l'emploi. Malgré leur poids dans la vie économique, le déficit de financement des PME ghanéennes est estimé à environ 4,8 Md USD, l'un des plus importants d'Afrique. Seule la moitié des PME ghanéennes ont accès à des crédits bancaires, dont 75 % pour une durée inférieure à trois ans.

Les participants ont souligné la nécessité de rendre le crédit à long terme accessible et ont insisté sur la mise en place de programmes de soutien aux entreprises afin d'accompagner la croissance des PME. Plus généralement, le secteur financier a été appelé à soutenir davantage l'écosystème des PME.

A noter que la Banque africaine de développement avait récemment souligné que le niveau de crédit au secteur privé au Ghana était notoirement faible (12 % du PIB, contre une moyenne africaine de 36,7 % en 2021).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr)